



# unité

Conseil central  
du Montréal métropolitain

[www.ccm-m-csn.qc.ca](http://www.ccm-m-csn.qc.ca)

Conseil central   
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Mai 2010

Volume 24, numéro 5



**Coach Canada**  
**Notre choix :**  
**La CSN !**

MR. DEVLIN  
MR. LOOSINGA  
METTEZ LE  
**RESPECT**  
A  
VOTRE ABENDA

Coach  
Canada  
Le  
français  
au travail!

Coach  
Canada  
Le  
français  
au travail!

Coach  
Canada  
NON  
au régime  
de terreur!

Coach  
Canada  
NON  
au régime  
de terreur!

Question of  
Respect  
St ou  
CSN

Coach  
Canada  
Le  
français  
au travail!

# Printemps hâtif, grosses manifs!

**L**e 7 avril, Gaétan Châteauneuf, président du conseil central, a souhaité la bienvenue aux délégué-es pour cette dernière assemblée générale du présent mandat. En effet, puisque le congrès se tiendra du 17 au 21 mai prochain, il n'y aura pas d'AG en mai. Il a ensuite fait un survol des événements qui ont retenu notre attention et ont rythmé nos actions au cours des dernières semaines. Et celles-ci furent mouvementées! Tout d'abord, il a souligné l'extraordinaire mobilisation lors de la manifestation du Front commun, tenue le 20 mars, qui a attiré plus de 75000 personnes. Il a aussi fait état de la négociation dans les secteurs public et parapublic : le blitz est terminé et ne semble pas avoir donné les résultats escomptés. Les instances CSN se réuniront au cours des prochaines heures pour faire le point.

Le président a commenté le dépôt du budget du gouvernement Charest, lequel a donné lieu à une autre mobilisation, à laquelle près de 10000 citoyens opposés aux choix du gouvernement ont pris d'assaut les rues du centre-ville de Montréal le 1<sup>er</sup> avril (voir éditorial en page 3). Il précise qu'avant le dépôt, une tournée des députés provinciaux de Montréal et Laval avait eu lieu afin de faire connaître nos positions sur les finances publiques et tenter de les influencer quant à leurs prises de position. Rien d'étonnant à ce que le seul député à avoir eu une écoute fut Amir Khadir de Québec solidaire. De plus, les toutes nouvelles positions du Parti Québécois, qui visent l'enrichissement individuel, indiquent clairement le virage à droite effectué par cette formation politique.

## Conflits

Bien que les lock-outés du *Journal de Montréal* maintiennent leur mobilisation et multiplient leurs actions, il n'y a toujours pas de négociation, et ce, après 439 jours sur le trottoir. Pour sa part, le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal était toujours, au moment d'écrire ces lignes, en négociation (un règlement est survenu, voir article page 6). Par la suite, André Lévesque, président du Syndicat des travailleuses et travailleurs de Coach Canada-CSN, a expliqué dans quel borborygme se retrouvent actuellement les membres de ce tout nouveau syndicat CSN (voir article en page 7). Une résolution d'appui a été adoptée par l'assemblée.

Organisme régional affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain regroupe plus de 94000 membres du secteur public et du secteur privé, répartis au sein de 400 syndicats sur le territoire des régions administratives de Montréal, de Laval et du Grand Nord du Québec.

[www.cmm-csn.qc.ca](http://www.cmm-csn.qc.ca)

logo FSC

## Nos invités

**Daniel Piché**, membre du Syndicat des employé-es de soutien du Cégep St-Laurent, a reçu une attestation de reconnaissance pour son engagement dans un programme de formation, remise par le conseil central dans le cadre de la *Semaine québécoise des adultes en formation*. Monsieur Piché a témoigné de sa fierté d'apprendre et a expliqué comment ce parcours améliore son implication dans le dossier de la prévention en santé et sécurité au travail. Félicitations au lauréat!



Le Centre Saint-Pierre est un organisme d'éducation populaire et d'intervention sociale qui existe depuis plus de 30 ans. Sa vision est axée sur la transformation sociale. Ce carrefour de la formation populaire est actuellement



en campagne de collecte de fonds et a besoin du soutien du plus grand nombre afin de poursuivre ses activités. Voilà le message que monsieur **Raymond Levac**, directeur du centre, a livré lors de l'assemblée. Il est possible de faire un don en ligne sur le site de l'organisme : <http://www.centrestpierre.org>.

Véronique De Sève, 1<sup>re</sup> vice-présidente, a rappelé l'importance de contribuer à la campagne du *Camp Vol d'été Leucan CSN* en insistant sur le fait que ce camp de vacances est un moment privilégié pour accueillir des enfants atteints de cancer, leurs frères et sœurs, leurs parents ainsi que des familles endeuillées. Finalement, l'appel à participer en grand nombre à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai a été lancé. Soyons nombreuses et nombreux pour un Québec équitable!

1<sup>er</sup> mai 2010

# Pour un Québec équitable

Par Gaétan Châteauneuf  
Président du CMM-CSN



**C'**est sous ce thème que sera célébrée la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Marcher pour un Québec équitable, c'est vouloir maintenir et valoriser un système de santé public, gratuit et universel, réclamer un réseau public d'éducation accessible et de qualité, assurer des conditions de travail décentes pour toutes et tous, favoriser l'accès à la syndicalisation et à la libre négociation, revendiquer de vraies mesures pour contrer la pauvreté, militer pour la sauvegarde des services publics et dire non à toute forme de privatisation.

Bien que le thème du 1<sup>er</sup> mai ait été choisi longtemps avant le dépôt du budget du Québec, notre plate forme de revendications appelle à se mobiliser contre les orientations du gouvernement Charest. Le budget remet en question plusieurs acquis. D'abord, le principe de la gratuité et de l'universalité de notre système de santé est compromis avec l'introduction, dès 2010, d'une *contribution santé* de 25\$, qui passera à 100\$ en 2011 et à 200\$ en 2012. Il faut ajouter à cela l'intention du gouvernement de refiler aux citoyennes et citoyens le paiement d'une *franchise santé* qui est, dans les faits, un ticket modérateur. Cette franchise s'appliquerait lors de chaque visite médicale et pourrait être de l'ordre de 25\$.

En éducation, nous verrons l'accessibilité aux études supérieures frappée de plein fouet avec une augmentation des frais de scolarité à compter de 2012, qui s'ajoutera à celle annoncée antérieurement pour les années 2010 et 2011. Quant aux conditions de travail, le gouvernement va tout à fait dans le sens contraire de leur amélioration en annonçant, entre autres, un gel de la rémunération des employé-es de l'État alors qu'il y a un rattrapage important à faire pour ces salariés. De plus, la décision de ne remplacer qu'un poste sur deux à la suite de départs à la retraite créera des pressions supplémentaires sur les employés qui restent.

Au chapitre de la sauvegarde des services publics, la réduction de la croissance des dépenses à 2,8% à compter de l'année financière 2011-2012 jusqu'au retour à l'équilibre budgétaire, entraînera des conséquences graves. Pour 2010, cette réduction sera de 3,2% et

représente à elle seule une coupure de 900 millions de dollars dans les services publics. Aussi, le gouvernement Charest indexera tous les tarifs et imposera une augmentation de 0,01\$ du kilowatt-heure des tarifs du bloc patrimonial d'électricité en 2014 et 2018, pour verser de l'argent dans le Fonds des générations. L'ensemble de ces mesures affectera les personnes démunies et, surtout, la classe moyenne qui verra son fardeau fiscal alourdi alors que l'on épargne les entreprises et les mieux nantis, qui sont les moins mis à contribution.

Concernant la privatisation, le gouvernement persiste à construire les deux hôpitaux universitaires en mode Partenariat public privé, et ce, malgré les différentes études qui confirment que ce mode est plus coûteux et malgré l'avis du Vérificateur général du Québec qui a constaté plusieurs lacunes dans le processus décisionnel associé à ce choix.

Devant toutes ces attaques, il est essentiel de nous mobiliser avec nos alliés des mouvements communautaire et populaire. Il faut promouvoir nos revendications sur toutes les tribunes et, en ce sens, la manifestation du 1<sup>er</sup> mai est un rendez-vous incontournable pour clamer notre colère et exprimer nos désaccords. Soyons-y nombreuses et nombreux!

## Congrès du conseil central

J'en profite également pour vous inviter à participer au 34<sup>e</sup> congrès du conseil central qui s'inscrit lui aussi dans les suites à donner à la sortie de crise et à la protection de nos services publics. Un accent particulier sera mis sur le développement de la solidarité avec nos syndicats en conflit et sur les luttes à caractère social que nous supportons. En ce sens, le thème du congrès *On manque pas de fronts!* reflète bien notre intention de nous mettre en action afin d'améliorer les conditions de travail et de lutter pour la justice et l'équité à travers nos différents fronts de lutte.

C'est un rendez-vous, du 17 au 21 mai prochain, au Palais des congrès de Montréal. Je vous y attends en grand nombre.

Solidarité!

# La dérive harperienne!

Non satisfait d'avoir effectué des coupes budgétaires dans des organismes de coopération internationale et de défense des droits humains tels Kaïros, Alternatives et la Fédération canado-arabe, non content d'avoir retiré l'aide canadienne à l'Agence des nations unies pour les réfugiés palestiniens et non rassasié par ses attaques envers l'Association parlementaire Canada-Palestine, Stephen Harper entretient maintenant une crise majeure, qu'il a lui-même fabriquée, au sein de l'organisme Droits et Démocratie, et ce, afin de matérialiser ses positions pro-israéliennes tout en poursuivant ses manœuvres irrespectueuses envers la démocratie.

Créé en 1988 par le Parlement canadien, Droits et Démocratie (D et D) est un organisme non partisan voué à la promotion et à la défense des droits humains ainsi qu'à la mise en valeur des institutions et des pratiques démocratiques dans le monde, principalement dans les pays en développement. Depuis sa fondation, D et D a mis sur pied et a participé à plusieurs projets internationaux visant l'amélioration des conditions d'exercice des droits des peuples. Que ce soit en Birmanie, en Jordanie, en Afghanistan ou en Haïti, la solide réputation de D et D ne fait pas de doute.

## En danger

Mais voilà que depuis près d'un an, certains membres du conseil d'administration, nommés par le gouvernement Harper, sèment la pagaille. Ils ont critiqué la composition de l'équipe d'employé-es sur la base du profilage ethnique, questionnant le fait qu'aucune personne d'origine juive n'en faisait partie. Le CA a porté des accusations sans fondement et a retiré son soutien financier (une modeste somme de 10000\$ chacun) à deux organismes de défense des droits humains en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, B'Tselem et Al Haq, tous deux jouissant d'une forte reconnaissance internationale. Ce même CA a fermé le bureau européen de D et D, situé à Genève, invoquant que les institutions de l'Organisation des nations unies telles que le Conseil des droits de l'homme ou le Haut commissariat aux droits de l'homme étaient biaisées à l'égard d'Israël. Et récemment, le gouvernement canadien a nommé Gérard Latulippe à titre de président de D et D. Monsieur Latulippe est reconnu pour ses positions non progressistes sur la peine de mort, le mariage gai et l'immigration arabo-musulmane, sa nomination est donc en contradiction avec la

mission de l'organisme. Si tous ces événements mettent en danger la liberté d'expression et d'opinion en plus de contrevenir à la vie démocratique canadienne, ils révèlent aussi la volonté du gouvernement Harper de plaire au lobby pro-israélien du Canada.

## Un climat insoutenable

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, on pouvait lire sur le site Web de Radio-Canada, que, témoignant devant un comité parlementaire à Ottawa, le syndicat des employé-es et trois directeurs congédiés ont dénoncé le climat de travail «malsain et kafkaïen» ainsi que l'omerta qui règnent à Droits et Démocratie. Ils ont entre autres fait état de l'envoi, par le président du conseil d'administration, d'une note de service aux membres, aux cadres et au ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, dans laquelle il impose le silence sur la situation. Selon le témoignage d'une représentante syndicale, plusieurs employé-es souffrent d'épuisement professionnel et l'une d'entre eux a raconté avoir été congédiée par courrier alors qu'elle était en congé de maladie.

## Retour à l'indépendance politique

La Ligue des droits et libertés et Amnistie internationale (section Canada francophone), outrés par le comportement odieux du gouvernement dans cette affaire, ont lancé, en mars dernier, un appel à tous les groupes de la société civile et de défense des droits humains à se mobiliser pour le retour de l'indépendance politique à Droits et Démocratie. En réponse à cet appel, une manifestation réunissant plusieurs militantes et militants a eu lieu le 26 mars. Les organismes impliqués demandent la tenue d'une enquête indépendante pour faire la lumière sur les récents événements et exigent la nomination d'une présidente ou d'un président

indépendant dont l'expertise est reconnue. Aussi, une lettre signée par plusieurs citoyennes et citoyens, parue le 25 mars sur Vigile.net, complète les demandes en revendiquant le maintien du financement de la Fédération canado-arabe, de Kaïros et d'Alternatives.

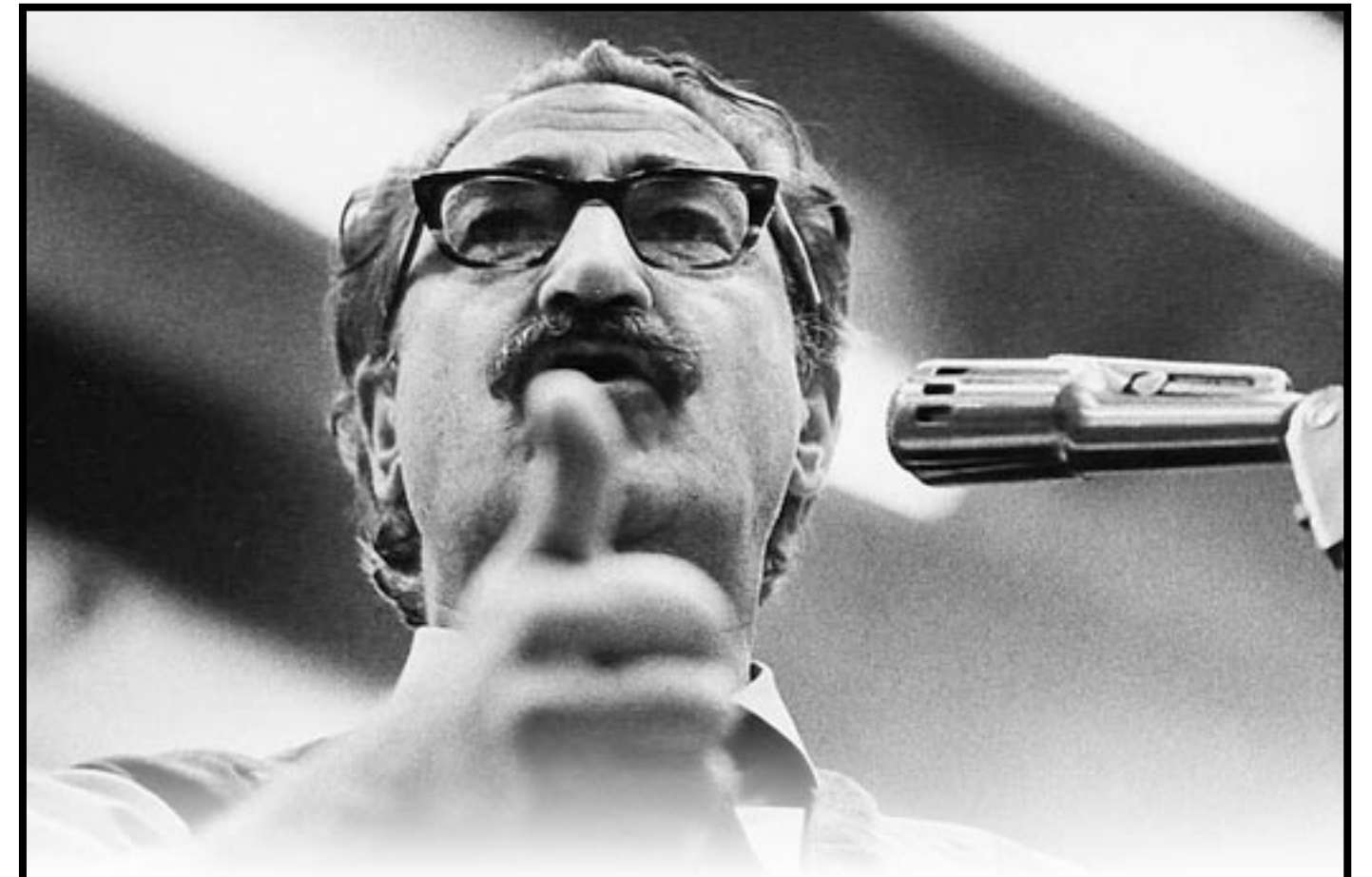
## La dérive

Depuis plusieurs décennies, le Canada a grandement contribué au renforcement de droits fondamentaux et de la démocratie sur la scène internationale, mais il semble que cela ne soit actuellement plus le cas. Avec les prises de position et les agissements du gouvernement Harper, nous assistons à l'affaiblissement du respect des droits. Cette dérive, ajoutée à d'autres frasques antidémocratiques du premier ministre du Canada, fait frémir. Stephen Harper est-il en train de rogner, petit à petit, dossier par dossier, l'espace démocratique canadien pour aboutir au musèlement de l'opinion publique et à l'anéantissement de toute opinion divergente? La vigilance est de rigueur!



Lors de la manifestation du 26 mars devant les bureaux de Droits et Démocratie à Montréal

# Michel Chartrand (1916 - 2010)



*« Nous sommes nés pour le bonheur, pour vivre en société et rendre service aux autres. Se connaître soi-même, c'est savoir que le bonheur vient de notre vie en société. »* Michel Chartrand

Ce rêve d'une vie heureuse pour chaque être humain, Michel Chartrand l'a nourri et servi toute sa vie, parfois avec des sautes d'humeur, souvent avec un langage coloré et toujours avec combativité ! Jamais il ne s'empêtrait avec les convenances et il livrait ses messages avec éloquence. Malgré les embûches, il n'a jamais dévié de son idéal, de sa fidélité au peuple et de son authenticité. À titre de président du Conseil central de Montréal de la CSN, de 1968 à 1978, Michel Chartrand a donné sa pleine mesure comme homme d'action et de parole. Ceux et celles qui ont eu le privilège de le côtoyer ont découvert, sous la carapace du personnage public, un être généreux et sensible dont le nom restera gravé dans nos mémoires comme étant celui d'un homme profondément humain.

Salut Chartrand !

Le Conseil central du Montréal métropolitain - CSN

La mauvaise foi perd son combat

# La mobilisation l'emporte!



Comité de négociation du SCCUM

Quarante-huit jours de grève générale auront été nécessaires pour que les membres du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCUM-FNEEQ-CSN) réussissent à arracher des conditions de travail convenables à un employeur plus qu'entêté. C'est donc réunis en assemblée générale le dimanche 11 avril que les syndiqué-es ont ratifié, dans une proportion de 74%, l'entente de principe intervenue entre leur comité de négociation et la partie patronale.

Pour Francis Lagacé, président du syndicat : « Bien sûr, le travail du comité de négociation y est pour quelque chose, mais c'est la détermination, la ténacité et la solidarité entre les membres du syndicat qui ont permis la signature

d'une convention collective très acceptable compte tenu que l'employeur avait tout mis en œuvre pour nous diviser et nous affaiblir. » En effet, dès qu'elle s'est mise en mode négociation, ce qui a pris plusieurs mois, la direction de l'institution n'avait que des reculs à offrir. Mais la mobilisation a eu le dessus sur la mauvaise foi!



## Les améliorations

Alors que l'Université ne voulait que les consulter, lors de l'élaboration de la politique de répartition des auxiliaires d'enseignement qui les seconderont dans l'exécution de leurs tâches, les chargé-es de cours ont réussi à obtenir la pleine participation au processus. Concernant les salaires, le syndicat demandait une augmentation de 7,7%, incluant le rattrapage, celle-ci a été fixée à 6,55%.

Auparavant, un enseignant ayant une charge de trois cours par année aurait dû maintenir ce rythme pendant 42 ans (ancienneté) avant d'avoir droit à une prime de départ à la retraite. Dans le nouveau contrat de travail, le pointage est diminué, c'est-à-dire que l'ancienneté exigée pour avoir droit à la prime a été abaissée de 20%.

De plus, la menace de perte d'ancienneté qui pesait sur les chargé-es de cours en cas de désistement de contrat a été écartée. La direction de l'université voulait qu'après un premier désistement l'enseignant perde la moitié de son ancienneté, puis la totalité après un deuxième.

Finalement, un élément majeur de la lutte du SCCUM concernait le maintien des accompagnateurs et coachs

vocaux de la Faculté de musique dans l'unité d'accréditation. L'Université désirait qu'ils soient exclus de la convention collective. La détermination du syndicat à protéger et à défendre tous ses membres a fait en sorte que leur statut de chargé de cours demeure inchangé.

C'est donc avec un tout nouveau contrat de travail en poche d'une durée de quatre ans que les 2433 passionnés de l'enseignement ont repris, le lundi 12 avril, le chemin de l'université.

Le Conseil central du Montréal métropolitain - CSN salue le courage et la détermination dont ont fait preuve l'ensemble des membres du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal •



STT de Coach Canada-CSN

# Un syndicat légitime



L'année dernière, les quelque 120 employé-es de Coach Canada à Montréal ont choisi la CSN. Le 4 octobre 2009, le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Coach Canada-CSN (STTCC) a été accrédité par le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI). Depuis ce jour, les membres de ce syndicat se retrouvent au cœur d'une bataille qu'ils n'auraient jamais soupçonnée. L'employeur, Coach Canada, chef de file dans le transport par autobus, refuse de reconnaître le choix syndical fait par les travailleurs et pour les « punir » il contrevient à de nombreux droits, dont celui de travailler en français au Québec.



Manifestation au Terminus Voyageur à Montréal

En effet, depuis déjà plusieurs semaines, voire des mois, la direction de Coach Canada a eu recours à des tactiques plus que douteuses pour forcer les membres à renoncer à leur syndicat CSN parce que celui-ci ne reflète pas ses préférences. Entre autres comportements odieux, l'employeur profère des menaces, procède à des suspensions injustifiées et ne prélève pas les cotisations syndicales pour le syndicat CSN. Récemment, il a poussé le bouchon encore plus loin en récupérant les augmentations de salaire qu'il avait

lui-même octroyées alors qu'il prétendait que les employé-es étaient membres du syndicat ontarien et que par conséquent ils devaient avoir les mêmes conditions de travail! Pour André Lévesque, président du syndicat, lui-même suspendu sans motif, ce geste n'est que pure vengeance.

## Le mépris traverse les frontières

La direction de Coach Canada, dont le siège social est situé en Ontario, en a remis en mettant à pied les répartiteurs francophones obligeant ainsi les employé-es

de Montréal à recevoir les consignes de parcours uniquement en anglais. Le bilinguisme n'ayant jamais été une condition d'embauche, plusieurs chauffeurs unilingues francophones vivent ainsi des situations inquiétantes et stressantes au cours des voyages. Pour le syndicat, cette manière d'agir témoigne du mépris de la direction envers les employés francophones et est carrément une attaque à leur dignité.

Malgré tout cela, les membres du STTCC sont bien déterminés à ne pas laisser l'employeur casser le syndicat. Ils savent que leur décision d'adhérer à la CSN est juste et qu'elle a été prise dans le respect des règles démocratiques. Ils sont prêts à se battre pour que la légitimité de leur syndicat cesse d'être remise en question par l'employeur. Des activités de visibilité sont organisées un peu partout à Montréal et le message lancé à Coach Canada est clair : Patron, modère tes transports!



André Lévesque, président du STTCC

# Tout le monde dehors!

Le samedi 1<sup>er</sup> mai, c'est sous le thème *Pour un Québec équitable* que nous marcherons pour célébrer la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs. Ce thème a été retenu pour rappeler au gouvernement que les Québécoises et les Québécois sont déterminés à poursuivre la bataille pour une société où la justice sociale passe par des services publics accessibles et de qualité, par l'accès à la syndicalisation et par de vraies mesures pour contrer la pauvreté.

La dérive actuelle de nos services publics, la tendance lourde de ce gouvernement à privilégier la privatisation et bien sûr, le budget antisocial déposé le 30 mars

dernier, sont des enjeux qui préoccupent la population. La Fête internationale des travailleuses et des travailleurs sera un moment privilégié pour prendre la rue et clamer que nous voulons un Québec équitable!

## La petite histoire du 1<sup>er</sup> mai

Le 1<sup>er</sup> mai 1886, à Chicago, 300 000 travailleuses et travailleurs lancent un mouvement de grève pour obtenir la journée de travail de huit heures. Une sanglante répression policière s'ensuit et des militants syndicaux sont arrêtés et condamnés à mort. Quatre d'entre eux sont pendus. Six ans plus tard, ils seront innocentés. Ces

événements ont érigé en symbole la lutte et le sacrifice de ces quatre personnes pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Au Québec, le 1<sup>er</sup> mai est célébré depuis 1972.

**Soyons nombreuses  
et nombreux!**

**Soyons ensemble  
pour un Québec équitable!**



## Rassemblement : 12 h, Métro Lionel-Groulx

Départ : 13 h

Lieu d'arrivée et fête familiale : Parc Saint-Gabriel



Depuis 2003, à chaque année, la Fondation Émergence consacre une journée thématique à la lutte contre l'homophobie. Cette initiative québécoise a fait des petits et avec la complicité des partenaires, cette journée, à l'origine nationale, s'est élargie à l'échelle du Canada, de la France et de la Belgique. Chaque fois, le thème abordé tente de déconstruire un préjugé véhiculé dans la société. Cette année, la fondation a ciblé l'homophobie vécue dans le monde du sport.

Souvent insidieuse, l'homophobie se manifeste de plusieurs façons. Selon les circonstances, les manifestations homophobes peuvent aller de la moquerie jusqu'à la violence verbale et physique. Des progrès phénoménaux ont été accomplis en matière de lutte contre l'homophobie et de plus en plus, les personnes d'orientation homosexuelle sortent du placard. Vu de l'extérieur et parce que sur le plan juridique l'égalité est reconnue, on pourrait croire qu'il n'y a plus de problèmes, que tout est réglé. Les médias se montrent plus réceptifs, des personnalités publiques commencent elles aussi à sortir de l'ombre, des téléromans présentent des gais et des lesbiennes dans des scènes de la vie courante. La reconnaissance juridique acquise grâce aux luttes menées a permis de faire des avancées. Mais sans la reconnaissance sociale, cette bataille n'est pas terminée. Les milieux syndicaux doivent travailler à combattre cette discrimination.

### Dans le monde du sport

Cette année, la Fondation Émergence a voulu sortir de son placard un des derniers tabous : le monde du sport. Celui-ci est empreint d'un immense silence envers tout ce qui concerne la diversité sexuelle. Depuis toujours, le milieu sportif privilégie une manière d'être et un style de vie axés sur la performance physique. Il impose

des règles d'exclusion de tout ce qui ne correspond pas à ses stéréotypes.

Dans le monde du sport, la virilité et la féminité ne peuvent être qu'hétérosexuelles. Celles et ceux qui s'engagent dans des organisations sportives connaissent les règles, l'orientation sexuelle doit être reléguée aux oubliettes et le silence est maître du jeu. Lorsque certains veulent afficher leur différence, ils sont l'objet de moquerie ou « déclencheurs » de scandales. Rappelons-nous le cas du patineur américain Johnny Weir qui, lors des Jeux



olympiques d'hiver 2010, a été la cible de propos inacceptables de commentateurs sportifs parce qu'il affichait ouvertement sa différence dans la pratique de son sport. Et que dire de ces joueurs de hockey qui se terrent et attendent la fin de leur carrière pour vivre au grand jour leur orientation sexuelle?

Le monde du sport doit lui aussi évoluer et mettre fin au silence qui entoure les questions relatives à l'orientation sexuelle en s'engageant dans la lutte contre l'homophobie.

### 34<sup>e</sup> congrès du CCMM - CSN

Le congrès du conseil central s'ouvrira le 17 mai, *Journée internationale contre l'homophobie*. Le comité LGBT vous convie donc à un 5 à 7 qui se tiendra à l'ajournement. Ce sera l'occasion de venir entendre nos invités s'exprimer sur l'importance d'être sensibilisé aux problématiques que vivent les travailleuses et travailleurs LGBT. Le comité vous encourage à organiser des activités pour souligner cette journée dans vos milieux de travail. Il vous invite aussi à devenir membre du Réseau des alliés de la CSN.

Au plaisir de vous voir au congrès ●

Donald Picotte  
Comité LGBT

[www.homophobie.org](http://www.homophobie.org)

Nord ou Sud

## Mêmes combats!

Les 26 et 27 mars dernier, plus d'une centaine de personnes ont assisté au colloque «Plan Nord, Plan Sud : mêmes menaces – Mines et barrages hydroélectriques dans les Amériques». Organisé par le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), l'Entraide missionnaire, la Coalition sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine, Développement et paix, la Chaire de recherche du Canada en éducation relative en environnement, l'Institut d'études internationales de Montréal de l'UQAM et le Réseau québécois d'échange sur les questions autochtones DIALOG, ce colloque traitait des différents aspects problématiques de la multiplication des mégaprojets industriels d'exploitation des ressources naturelles tant en Amérique qu'au Québec.

Réunissant des experts internationaux originaires d'ici et d'ailleurs, l'événement a offert une vingtaine de conférences toutes plus pertinentes les unes que les autres. Des sujets aussi variés que le libre-échange et l'approvisionnement stratégique, la résistance sociale au projet minier Pascua Lama au Chili, les communautés autochtones et les mégaprojets de développement industriel au Québec ou encore

l'exploitation minière canadienne : une menace pour les droits humains au Salvador, ont été présentés par des conférenciers qui ont su passionner les participants.

### Le colloque en un tour d'horizon

Les mégaprojets de développement comme les projets miniers ou les barrages hydroélectriques obéissent aux politiques économiques néolibérales dont seules les grandes entreprises transnationales bénéficient, et ce, malgré des prétentions de développement durable et de responsabilisation sociale. L'exploitation à outrance des ressources naturelles par les entreprises occasionne d'importantes conséquences pour les populations autochtones et les communautés locales, tant au sud qu'au nord du continent. Tout d'abord, elle provoque très souvent le déplacement forcé des populations, entraînant la précarisation des conditions de vie des communautés. De surcroît, l'exploitation des ressources naturelles est souvent associée à la violation des droits territoriaux et à des enjeux liés à l'autodétermination des communautés (développement local, utilisation du territoire, utilisation de la terre et de ses ressources). De plus, ce développement agressif

provoque la dégradation de l'environnement et menace l'identité culturelle garante de la survie des populations locales autochtones ou paysannes. Enfin, on assiste à un accroissement de la violence, pratiquée tant par les États (actes de violence commis par les forces de l'ordre, militarisation ou paramilitarisation des régions affectées) que par le privé (investisseurs privés qui protègent leurs intérêts économiques, notamment par le biais de milices privées).

Ce colloque a aussi été une occasion de constater que, partout en Amérique, des mouvements sociaux organisent la résistance afin que les populations touchées puissent défendre leurs droits et que les entreprises impliquées s'engagent à respecter les droits fondamentaux.

Pour avoir les biographies des conférenciers et plus d'information concernant la problématique, visitez le site Internet du CDHAL ●

Marie-Dominik Langlois  
Pour le comité organisateur du colloque

[www.cdhal.org](http://www.cdhal.org)

## Bienvenue au CCMM - CSN

**Syndicat du personnel du Collège Mont Saint-Louis-CSN.** C'est par référendum que les 120 membres du personnel enseignant, professionnel et de soutien se sont prononcés, dans une proportion de 88%, en faveur de l'affiliation à la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec – CSN (FNEEQ-CSN).

**Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du grand Montréal – CSN, section résidence Le Cambridge.** Tous les salarié-es de cet établissement pour personnes retraitées ont choisi la CSN pour faire échec aux pratiques inéquitables de leur employeur et pour améliorer leurs conditions de travail. Le syndicat est affilié à la Fédération de la santé et des services sociaux – CSN (FSSS-CSN).

Le conseil central souhaite la bienvenue à toutes et tous!

## Capsule Environnement À vos balais!

Les Jeux olympiques d'hiver vous manquent déjà? Vous avez la nostalgie du curling? Alors, sortez votre balai et laissez-vous aller dans votre entrée de garage ou sur votre bout de trottoir! Encore beaucoup trop de gens se servent d'un tuyau d'arrosage pour se défouler sur la poussière et les débris. L'arrosage, incluant celui de la pelouse, constitue la plus grande dépense en eau potable à l'extérieur de la maison, c'est pourquoi de plus en plus de municipalités l'interdisent ou le réglementent. À Montréal, l'administration de la ville applique le règlement provincial, mais celui-ci ne porte que sur la qualité de l'eau et non sur son utilisation. Cependant, on retrouve, sur le portail de la ville de Montréal, plusieurs suggestions pour économiser l'eau potable, par exemple, laver sa



voiture avec un seau d'eau et une éponge ou encore récupérer l'eau de pluie pour les arrosages.

Les Québécois sont les 2<sup>es</sup> plus grands consommateurs d'eau potable au monde avec 400 litres/jour, contre 150 litres/jour chez les Français. Un tuyau d'arrosage débite 1 000 litres/heure, soit la quantité d'eau qu'une personne boit en trois ans. S'il est prouvé que le gazon n'a pas besoin d'eau tous les jours que dire des exigences de l'asphalte!

Patrice Benoit  
Comité environnement et développement durable

[www2.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/eau\\_potable\\_fr](http://www2.ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/eau_potable_fr)

## Veillez prendre note des changements aux dates des sessions de formation prévues pour les mois de mai et juin 2010

### MAI 2010

Exécutif syndical I  
3, 4 et 5  
Secrétariat  
6  
Information dans notre syndicat  
10 et 11  
Initiation à la santé sécurité  
12 et 13  
Accidents et maladies du travail  
25, 26 et 27  
Work related accidents and diseases  
26, 27 et 28

### JUIN 2010

Exécutif syndical I  
31 mai, 1<sup>er</sup> et 2  
Exécutif syndical II  
2, 3 et 4  
Délégué syndical  
3 et 4  
Comité de surveillance  
10  
Trésorerie  
14 et 15  
Union executive II  
14, 15 et 16 (à confirmer)

# On manque pas



# de FRONTS!



34<sup>e</sup> congrès

Du 17 au 21 mai 2010  
Palais des congrès  
Montréal